

MASTER DROIT SOCIAL

4 semestres - 120 ECTS



► Présentation

Le master Droit social répond à des objectifs clairement identifiés sur le marché du travail; il combine dans ses objectifs pédagogiques à la fois des exigences théoriques et une volonté de prendre en compte les transformations qui affectent le monde du travail. Master 1 commun à tous les étudiants de droit social. Master 2 comprend trois parcours: - Droit du travail - Droit de la santé en milieu du travail - Droit de la protection sociale. Le master est rattaché à un laboratoire: le Centre de Recherches Droits et Perspectives du Droit et à son équipe de droit social.

► Objectifs

- Former des juristes capables de rédiger des actes relevant du droit social. - Mener des négociations et conseiller les acteurs de la vie économique et sociale pour prévenir les risques. - Combiner les objectifs pédagogiques, les exigences théoriques et la volonté de prendre en compte les transformations qui affectent le monde professionnel.

► 3 parcours

- Droit du travail
- Droit de la santé en milieu de travail
- Droit de la protection sociale

Insertion professionnelle

Enseignement supérieur - Avocat - Rédacteur en Droit social - Cadre RH ou administratif - Responsable du contentieux de la sécurité sociale - Conseiller pour les entreprises, les associations ou les syndicats - Juriste en droit de la protection sociale - Métiers juridiques de la banque et des assurances - Cadre ou responsable du service contentieux dans un organisme de protection sociale - Responsable du service "social" dans un cabinet d'expertise comptable - Consultant spécialisé en audit de charges sociales - vieille juridique.

Poursuite d'études

Poursuite en Doctorat sur proposition du Directeur, après examen du dossier par l'école doctorale.

► Stage

Master 2 : stage obligatoire de 4 mois minimum. L'étudiant peut aussi opter pour un contrat de professionnalisation. Le stage et le contrat de professionnalisation donnent lieu à un rapport. Un mémoire doit être soutenu devant un jury d'enseignants de la mention.

► Contrôle des connaissances

Master 1: Les matières assorties de TD font l'objet d'un contrôle continu. Les matières sans TD font l'objet d'un examen terminal écrit ou oral. **Master 2:** Chaque enseignement donne lieu à une épreuve orale, écrite ou encore à un contrôle continu. Pour l'**obtention du diplôme**, les étudiants doivent avoir obtenu 120 ECTS sur l'ensemble des quatre semestres du Master. Les **compétences linguistiques** peuvent être validées par le TOEIC et celles en informatique par le C2i niveau 2 métiers du droit.

► Compétences acquises

Compétences communes à la mention: - maîtriser l'ensemble des règles qui gouvernent la relation de travail. - rédiger des actes relevant du droit social - mener des négociations et conseiller les acteurs de la vie sociale.**Compétence M2: Parcours Droit du Travail:** - Conseiller l'entreprise en identifiant les risques juridiques pour définir une politique de prévention des risques. - Etudes et analyses approfondies des textes et de la jurisprudence. - Préparation de négociation collective, négociation avec les partenaires sociaux. - Préparer et organiser les réunions avec les institutions représentatives du personnel.

► Conditions d'accès

Selon les formations, l'admission en première ou deuxième année de master est soumise à examen de dossier et éventuellement entretien.

Consultez le site de la faculté pour plus de précisions quant aux modalités d'accès à la formation: <http://droit.univ-lille2.fr/accueil/>

► Formalités d'inscription

Le calendrier et le portail de saisie des candidatures sont accessibles sur le site internet de l'Université, rubrique Inscription et Scolarité : <http://www.univ-lille2.fr/inscription-scolarite/inscription-universite.html>

Lieu de la formation

Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales 1 Place Déliot 59000 LILLE Tél. : 03 20 90 74 00

parcours Droit du travail

2 Semestres - 120 ECTS

► Présentation

La formation permet de maîtriser l'ensemble des règles qui gouvernent la relation de travail, ce qui va permettre de conseiller les acteurs de la vie sociale. Le master 2 est rattaché à un laboratoire : le centre de recherches droit et perspectives du droit et à son équipe de droit social. Les thèmes de recherche du laboratoire sont en liaison avec les matières proposées dans le cadre du master.

► Objectifs

L'objectif est de former des juristes capables de rédiger des actes relevant du droit social, mener des négociations et conseiller les acteurs de la vie économique et sociale pour prévenir les risques. Le souci de permettre aux étudiants de se porter à l'issue de ce master sur le marché du travail implique de combiner dans les objectifs pédagogiques à la fois des exigences théoriques et une volonté de prendre en compte les transformations qui affectent le monde professionnel.

► Pré-requis

Le domaine concerné par le diplôme est le Droit social. Il est en particulier souhaitable d'avoir suivi le cours de droit du travail en licence 3 et d'être titulaire d'un Master 1 de droit social.

► Principales matières enseignées

Semestre 1 :

- Droit de la négociation collective - Droit de l'emploi et des restructurations - Conclusion et exécution du contrat de travail - Histoire du droit du travail et de l'entreprise - Formation à la recherche - Anglais juridique

6 choix parmi 10 :

- Droit social de l'employeur défaillant - Droit social de l'Union européenne - Droit syndical - Droit pénal du travail - Responsabilité sociale des entreprises - Gestion des ressources humaines dans la fonction publique - Droit de la protection sociale - Droit sociaux fondamentaux - Organisation, acteurs et missions de la santé au travail - Epargne salariale

Semestre 2 :

- Rédaction d'actes en droit social - Droit et pratique du contentieux social - Pratique du droit du travail en entreprise - Pratique des institutions représentatives du personnel - Fiscalité des entreprises - Anglais juridique

► Stage

Stage de 4 mois minimum (88 jours) ou Contrat de professionnalisation **Rythme alternance** : 2 à 3 j, par semaine en entreprise / Temps plein à partir de mai ou juin.

► Compétences acquises

Mettre l'entreprise en conformité avec les différents domaines du droit social - Conseiller l'entreprise en identifiant les risques juridiques pour définir une politique de prévention des risques en matière de droit social - Réaliser des études et des analyses approfondies des textes et de la jurisprudence - Préparer la négociation collective notamment lorsque le dossier requiert un expert en droit social - Assister l'employeur ou le DRH dans la conduite des négociations avec les partenaires sociaux - Préparer et organiser les réunions avec les institutions représentatives du personnel - Traiter les contentieux prud'homaux liés notamment au licenciement - Elaborer des tableaux de bord de veille sociale, suivre et analyse les indicateurs et formuler des préconisations.

► Conditions d'accès

Selon les formations, l'admission en première ou deuxième année de master est soumise à examen de dossier et éventuellement entretien.

Consultez le site de la faculté pour plus de précisions quant aux modalités d'accès à la formation: <http://droit.univ-lille2.fr/accueil/>

► Formalités d'inscription

Le calendrier et le portail de saisie des candidatures sont accessibles sur le site internet de l'Université, rubrique Inscription et Scolarité : <http://www.univ-lille2.fr/inscription-scolarite/inscription-universite.html>

Insertion professionnelle

Secteurs d'activité : Entreprises, cabinets, administrations, associations, syndicats, universités.**Métiers** : Rédacteurs en droit social, cadre **RH** ou administratif (responsable recrutement, chargé de paie, chargé du développement social), responsable du contentieux de la sécurité sociale, Conseillers pour les entreprises et les associations ou syndicats, enseignant du supérieur, avocat.

L'insertion dans la vie professionnelle est le débouché naturel de la formation. Poursuite d'études possible dans un autre master 2 ou en doctorat. Possibilité également de compléter sa formation avec un **DU**.

Examens écrits ou oraux terminaux et/ou notation dans le cadre du contrôle continu selon les matières. Rédaction et soutenance d'un mémoire de recherche et rapport de stage.

parcours Droit de la santé en milieu de travail

2 Semestres - 120 ECTS

► Présentation

Le parcours Droit de la santé en milieu de travail du M2 Droit de la santé s'inscrit dans une démarche pluridisciplinaire - droit, santé, sécurité et travail - offrant aux étudiants une vision globale des interactions travail/santé dans une dimension juridique propre à en faire de véritables acteurs dans ce champ.

Le Master Mention Droit de la Santé, parcours Droit de la santé en milieu de travail est rattaché au CRDP.

► Objectifs

Former des juristes d'entreprise, mais aussi d'associations de défense des victimes ou de services de santé au travail à devenir de vrais conseillers juridiques en matière de santé au travail (prévention des risques, responsabilités en hygiène/sécurité), gestion des accidents de travail/maladies professionnelles...

► Pré-requis

Domaine des diplômes requis : Il est préférable d'avoir suivi un Master 1 droit du travail ou comprenant des UE droit du travail.

► Principales matières enseignées

Semestre 1 :

- Droit de la négociation collective - Droit de l'emploi et des restructurations - Conclusion et exécution du contrat de travail - Histoire du droit du travail et de l'entreprise - Formation à la recherche - Anglais juridique

6 choix parmi 9 :

- Droit social de l'employeur défaillant - Droit social de l'Union européenne - Droit syndical - Droit pénal du travail - Responsabilité sociale des entreprises - Gestion des ressources humaines dans la fonction publique - Droit des assurances sociales - Droit sociaux fondamentaux - Organisation, acteurs et missions de la santé au travail

Semestre 2 :

- Reconnaissance, réparation (dans les différents régimes d'assurance maladie) des risques professionnels - Contentieux et imputation financière des risques professionnels - Le handicap en milieu de travail - L'impact de la santé sur la relation de travail - Anglais juridique

► Stage

Stage de 4 mois minimum (88 jours) ou Contrat de professionnalisation Rythme alternance : 2 à 3 j, par semaine en entreprise / Temps plein à partir de mai ou juin.

► Compétences acquises

Conseiller une entreprise en matière de responsabilité en hygiène/sécurité et conditions de travail - Intervenir auprès des institutions et interlocuteurs afin d'améliorer les questions relatives à l'hygiène/sécurité en entreprise - Animer un comité d'hygiène et de sécurité - Préparer et organiser les réunions avec les institutions représentatives du personnel (CHSCT, DP, CE) - Prévenir et gérer les accidents du travail et les maladies professionnelles - Gérer les contentieux relatifs aux accidents du travail - Elaborer un document unique d'évaluation des risques - Conseiller les entreprises en matière de droit social, d'hygiène et de sécurité.

► Conditions d'accès

Selon les formations, l'admission en première ou deuxième année de master est soumise à examen de dossier et éventuellement entretien.

Consultez le site de la faculté pour plus de précisions quant aux modalités d'accès à la formation: <http://droit.univ-lille2.fr/accueil/>

► Formalités d'inscription

Le calendrier et le portail de saisie des candidatures sont accessibles sur le site internet de l'Université, rubrique Inscription et Scolarité : <http://www.univ-lille2.fr/inscription-scolarite/inscription-universite.html>

Insertion professionnelle

Secteurs d'activité : Entreprises, services de santé au travail, syndicats, association de défense, cabinets conseils, Administration

Métiers : consultant en droit social, juriste d'entreprises ou d'associations de défense des victimes et de santé au travail, chargé du développement social au sein de la DRH, inspecteur du travail, responsable du contentieux à la sécurité sociale.

L'insertion dans la vie professionnelle est le débouché naturel de la formation. Poursuite d'études possible dans un autre master 2 ou en doctorat.

Examens écrits ou oraux terminaux et/ou notation dans le cadre du contrôle continu selon les matières. Rédaction et soutenance d'un mémoire de recherche et rapport de stage.

parcours Droit de la protection sociale

1 an - 120 ECTS

► Présentation

Le droit de la protection sociale consiste en l'étude des règles juridiques destinées à protéger les personnes physiques contre la survenance d'un ensemble d'évènements : la maladie, la maternité, l'invalidité, la vieillesse, le décès, les charges familiales, les accidents du travail et les maladies professionnelles ou encore le chômage. Droit riche et technique, il est au coeur de problématiques toujours plus nombreuses en ce qu'il encadre juridiquement toutes les hypothèses de survenance de risques sociaux susceptibles d'entraîner la perte de revenus professionnels ou l'accroissement des charges d'un individu.

La formation permet de maîtriser l'ensemble des règles juridiques relatives à la protection sociale largement étendue (sécurité sociale, aide et action sociale, assurance chômage et régimes complémentaires) et permet d'assurer à l'étudiant des compétences spécifiques dans ce qui constitue encore aujourd'hui une "niche" du droit.

Le master 2 Droit de la protection sociale est rattaché à un laboratoire : le centre de recherches droit et perspectives du droit et à son équipe de droit social (L'EREDS). Les thèmes de recherche du laboratoire sont en liaison avec les matières proposées dans le cadre du master.

► Objectifs

Rattaché à la mention Droit social, le parcours "droit de la protection sociale" a pour objectif de former des juristes spécialisés capables d'anticiper et de traiter toutes les problématiques relatives à la survenance de risques sociaux (maladie, chômage, invalidité, retraite, etc).

► Pré-requis

Le domaine concerné par le diplôme est le Droit social. Il est souhaitable d'avoir suivi au moins un enseignement en droit de la protection sociale lors des années antérieures.

► Principales matières enseignées

Semestre 1 : Institutions et financement de la sécurité sociale, Droit de la lutte contre les exclusions, droit de l'assurance chômage, liberté de circulation et protection sociale, droit des assurances sociales, droit de la retraite, les régimes supplémentaires (protection sociale supplémentaire dans l'entreprise, prévoyance, épargne retraite), législation relative aux ATMP, les prestations familiales, droit de la

négociation collective, épargne salariale, anglais juridique, formation à la recherche.

Semestre 2 : Contentieux de la sécurité sociale, droit pénal de la protection sociale, paiement des cotisations sociales et recouvrement, rédaction d'actes, anglais juridique, formation à la recherche.

► Stage

Stage de 4 mois minimum (88 jours) ou Contrat de professionnalisation.

Rythme alternance : 2 à 3 jours par semaine en entreprise / Temps plein à partir de mai ou juin.

► Compétences acquises

Les compétences acquises à la fin de la formation sont les suivantes :

- Maîtrise des législations et des techniques de la protection sociale;
- Maîtrise de la culture juridique, économique, statistique et de management nécessaires à la gestion d'organismes de protection sociale;
- Capacité de recueil et d'analyse des données nécessaires à la conduite d'une étude;
- Rédaction de rapports de synthèse et présentations des résultats devant des auditoires variés.

► Conditions d'accès

Selon les formations, l'admission en première ou deuxième année de master est soumise à examen de dossier et éventuellement entretien.

Consultez le site de la faculté pour plus de précisions quant aux modalités d'accès à la formation : <http://droit.univ-lille2.fr/accueil/>

► Formalités d'inscription

Le calendrier et le portail de saisie des candidatures sont accessibles sur le site de l'Université, rubrique Inscription et Scolarité : <http://www.univ-lille2.fr/inscription-scolarite/inscription-universite.html>

Insertion professionnelle

Secteurs visés: Organismes de sécurité sociale (CPAM, CARSAT, CAF, MSA, RSI, etc.), institutions à but non lucratif (caisse de retraites, organismes paritaires de prévoyance, mutuelles), sociétés privées d'assurance (sociétés d'assurances, banques, mutuelles, organismes de prévoyance collective, etc.), cabinets d'avocats, entreprises.

Postes visés : juriste en droit de la protection sociale, avocat en droit social (sous réserve d'obtention du CAPA) ou conseil en droit social, métiers juridiques de la banque et des assurances (exemple: juriste "Epargne salariale-OPCVM", juriste en assurance des personnes).